

Conférence de presse conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Helmut Kohl, chancelier d'Allemagne, et Lionel Jospin, Premier ministre, sur l'Union économique et monétaire, la coopération franco-allemande et la préparation du sommet européen sur l'emploi, Weimar le 19 septembre 1997.

LE CHANCELIER - Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs et Monsieur le Président de la République et vous même, Monsieur le Premier Ministre, ainsi que tous nos collègues, partenaires et amis français, permettez-moi de vous souhaiter encore une fois la bienvenue à cette nouvelle rencontre franco-allemande à l'occasion de ces consultations. Ces consultations prennent un caractère tout à fait exceptionnel notamment à cause du lieu choisi, nous nous réunissons en effet à Weimar au coeur de la Thuringe. Ce sont les 70èmes consultations franco-allemandes, qui ont lieu dans un endroit historique qui marque le présent et le futur. C'est le premier sommet franco-allemand dans un des nouveaux "Länder" allemands, et j'ai choisi ce lieu parce qu'il me semble être le reflet de nombreux événements. Je l'ai dit à nos amis français, c'est aussi le lieu du centre, du coeur géographique de l'Allemagne, c'est un lieu où l'histoire allemande, européenne, au plan intellectuel s'exprime. Quand on traverse la ville, quand on voit tous les lieux historiques, les bâtiments historiques de cette ville, on mesure toute la présence européenne de cette Europe que nous souhaitons, que nous appelons de nos vœux.

L'Europe que nous construisons, et c'est capital, est une Europe de la sécurité, de la défense, de la politique étrangère, et bien entendu une Europe attachée aux questions sociales, à l'emploi, à la stabilité de la monnaie, nous sommes en pleine phase d'introduction de l'Euro. Mais ce serait une Europe bien pauvre, si nous ne nous attachions qu'aux questions matérielles en oubliant la dimension spirituelle, intellectuelle de cette Europe, qui doit rester en permanence présente à nos esprits. Mon souhait était, je crois qu'il est exaucé, de présenter à nos amis et hôtes français une ville où ils retrouvent leur propre image et représentation de l'Allemagne et de l'Europe.

Je voudrais les remercier pour les entretiens de qualité que nous avons pu mener et je les remercie aussi. Je remercie le Président de la République pour le geste qu'il a eu ce matin, puisque ce matin il s'est rendu au camp de concentration de Buchenwald, c'est aussi une partie de l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe, et il a de ce fait témoigné que l'histoire constitue un tout avec ses pages les plus sombres, ce que les Allemands ont infligé à d'autres, et je crois que c'est très important qu'il ait voulu faire ce geste.

Nous avons eu d'excellents entretiens, les ministres spécialisés également, et notamment le Premier Ministre, le Président de la République et moi-même. Nous sommes convenus de toute une série de choses, vous venez d'être les témoins de projets d'approfondissement et de concrétisation de la coopération franco-allemande dans le domaine de l'éducation. Vous allez dans le communiqué de presse, qui va vous être distribué, trouver de nombreux détails sur de nombreux projets concrets. Je citerai l'accord qui vient d'être signé par les Ministres des Affaires

étrangères sur une université franco-allemande, sur l'enseignement des langues, etc...

Dans le cadre d'une structure fédérale comme la nôtre, il est très important que l'Etat fédéral, les "Länder", et les communes dans une certaine mesure, coopèrent très étroitement. A l'occasion de ce sommet, nous avons bien entendu évoqué toutes les questions d'actualité, nous sommes à la veille de décisions qui vont marquer l'avenir de l'Europe, je commencerai par évoquer l'échéance de mai, c'est-à-dire l'Union Economique et Monétaire, et le choix des pays membres de l'Union. J'évoquerai également les deux conseils très importants qui vont avoir lieu : le Sommet en décembre sous présidence luxembourgeoise et le Sommet extraordinaire de novembre sur l'emploi où il s'agit de promouvoir la stabilité, d'oeuvrer pour l'emploi, c'est quelque chose d'incontournable, étant donné que nous avons 20 millions de chômeurs en Europe, c'est au coeur de nos préoccupations.

Nous allons devoir également, avant la fin de l'année, parler de l'élargissement. Qui dit élargissement, dit que l'Union Européenne doit être en pleine forme et que ses structures intérieures soient en mesure de supporter l'élargissement.

Nous avons pris des décisions de principe à Amsterdam dans ce sens, mais nous n'avons pas fini tout à fait notre travail. Il y a encore des choses qui restent à faire, et nous allons, sans aucun doute, travailler très étroitement de concert sur tous ces points, y compris sur l'agenda 2000 avec tous ses détails.

Je voudrais dire brièvement ceci, nous, l'Allemagne et la France, les Allemands et les Français, nous devons une fois encore avoir la force d'initiative pour faire avancer l'Europe, c'est ce que l'on attend de nous. Quand nous ne prenons pas d'initiative, on nous critique, quand nous en prenons, on nous critique aussi, et quand nous ne faisons rien, on nous reproche de ne pas assumer nos responsabilités historiques. Lorsque le Gouvernement franco-allemand et les hommes politiques franco-allemands agissent pour l'Europe, ce n'est pas par hégémonisme, mais parce qu'ils sont conscients que l'heure de l'Europe a sonné, comme jamais auparavant et qu'à l'aube de l'an 2000, nous devons prendre les décisions nécessaires pour que se réalise ce que nous souhaitons.

Nous avons également eu une réunion du Conseil de Défense et de Sécurité franco-allemand, c'est indispensable pour tirer les leçons des événements récents : mise en oeuvre des décisions de l'OTAN, évolution des relations avec l'OTAN, coopération franco-allemande dans le domaine de la défense sur la base du traité d'Amsterdam et enfin, question importante, notre coopération en Bosnie-Herzégovine.

Je ne dirai rien de plus en guise d'introduction, si ce n'est encore une fois que je vous souhaite une très cordiale bienvenue, à vous Monsieur le Président de la République, à vous Monsieur le Premier Ministre, et vos collaborateurs et Ministres. Je voudrais également remercier tous ceux qui ont contribué à la préparation de ce Sommet.

LE PRESIDENT - Monsieur le Chancelier, j'aimerais tout d'abord saluer et remercier tous les journalistes allemands, français, étrangers qui sont ici pour couvrir ce 70ème Sommet. Je voudrais remercier le Chancelier pour son accueil et également pour son propos introductif qui a dressé le panorama de nos entretiens et auquel j'ai peu de choses à ajouter.

Je voudrais me réjouir qu'il nous ait invité à Weimar, au coeur de l'Europe et au coeur de l'Allemagne. C'était une bonne idée, nous en repartirons avec, je dirais, une conviction européenne peut-être renforcée.

Je n'oublie pas non plus, le Chancelier l'a dit, que Weimar c'est aussi la région où se trouve le camp de Buchenwald et j'ai tenu effectivement à m'y rendre ce matin pour un devoir de mémoire. Lorsque j'y étais, je réalisais mieux la nature de notre relation, je dirais, la nature de notre relation entre l'Allemagne et la France, mais aussi entre le Chancelier et moi, qui au fond s'articule autour d'une volonté, qui est une volonté de paix, de tolérance, et que les guerres et les atrocités qu'elles impliquent ne soient jamais reproduites, et pour cela il faut effectivement créer un système qui n'autorise plus les affrontements l'intolérance, la haine, les guerres.

S'agissant du Sommet franco-allemand, ou germano-français, le Chancelier a dit ce qu'il fallait dire, je me réjouis que nous ayons pu faire une relance telle qu'elle vient d'être signée par nos ministres compétents de la coopération culturelle et éducative, notamment de la création de cette

ministres compétents de la coopération culturelle et éducative, notamment de la création de cette première université franco-allemande. Je note que l'ensemble des accords qui sont passés, que vous connaissez, sont fondés au fond, sur l'idée de jeunesse et d'emploi, ce qui est bien naturel. Nous avons évoqué, le Chancelier l'a dit, les problèmes de la préparation en commun des échéances européennes et tout particulièrement le problème de la réforme institutionnelle, qui est un préalable nécessaire, inévitable à l'élargissement lui-même, sinon cela ne fonctionnera pas. Enfin, je me réjouis de ce qui a été fait dans le domaine de la défense et de la sécurité, le Conseil de Défense et de Sécurité a été un conseil tout à fait positif renforçant une fois plus, notre solidarité, même si nous avons des préoccupations, des structures, une culture militaire qui ne sont pas les mêmes, il y a une synergie qui se renforce petit à petit.

J'ai observé que nous avons sur les problèmes internationaux majeurs, et en particulier la Bosnie, mais aussi le Moyen-Orient, la même analyse, les mêmes inquiétudes, les mêmes espoirs. Pour terminer, au fond, c'est peut-être à Weimar que l'on le ressent le plus, et quand je parle avec le Chancelier, je me dis : "qu'est-ce que nous voulons tous les deux ?". Eh bien, nous voulons laisser à nos enfants la paix, le respect de nos valeurs et Weimar était le bon endroit pour l'affirmer. La croissance, et donc l'emploi, nous devons conjuguer nos efforts dans ce domaine pour sortir des difficultés de la crise actuelle, et le progrès social particulièrement important au moment où la mondialisation fait apparaître des chances extraordinaires mais aussi des risques qui doivent être maîtrisés, des risques d'exclusion des nations ou des citoyens. Et tout cela, nous voulons le laisser à nos enfants par la création de liens sans cesse plus forts entre les nations qui composent la famille européenne, une famille destinée naturellement à s'élargir à la mesure de notre continent.

Et nous avons l'un et l'autre une responsabilité particulière dans ce domaine et je dirais même personnelle, c'est ce que je ressens en tous les cas lorsque je parle avec le Chancelier.

Nous sommes en quelque sorte lui et moi les garants d'une certaine vision de l'Europe, d'une Europe à la fois pacifique et puissante existant dans le monde de demain. Voilà les conclusions que je tire, Monsieur le Chancelier, de cet entretien avant de répondre aux questions des journalistes.

LE CHANCELIER - Monsieur le Premier Ministre vous souhaitez intervenir, je vous en prie.

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le Chancelier, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, comme le Président de la République, comme chacun de vos invités français, je suis non seulement heureux d'être ici à Weimar mais je dirais même ému d'être ici.

C'est la première fois que je viens dans cette ville, mais j'y étais déjà venu par l'esprit, nous savons ce que cette ville représente pour les Allemands mais croyez qu'elle représente pour nous également beaucoup. C'est un lieu où a soufflé l'esprit et où a chanté le lyrisme des émotions et c'est un lieu de l'extrême tragédie et c'est pourquoi, nous sommes extrêmement sensibles au symbole de cette invitation.

En ce qui concerne le sommet, je voudrais dire d'abord qu'il a été l'occasion, vu du Gouvernement, de très bons contacts entre les ministres allemands et français qui déjà se voient en dehors des sommets. Parce que comme le disait ce matin le Chancelier Kohl ce qui fait le caractère exceptionnel de la relation franco-allemande, d'une certaine façon, c'est sa normalité. Les ministres ont donc commencé à se voir, à travailler ensemble, en dehors des sommets même si les sommets sont des temps forts.

On a insisté sur la coopération culturelle significative ici, et je ne reviens pas sur l'accord qui vient d'être signé devant vous et également les déclarations conjointes qui concernent des questions importantes sur le plan de la langue et de la culture.

Nous avons bien sûr confirmé, mais était-ce nécessaire de le dire, nos engagements vers l'Euro et abordé les problèmes de la concertation des politiques économiques et de l'emploi. Nous avons aussi rappelé l'importance que nous attachions du côté français et allemand à la constitution de pôles industriels européens forts dans le domaine de l'aéronautique en particulier, mais aussi, dans le domaine de la télécommunication où des projets très importants sont en préparation.

Enfin, des thèmes importants ont été évoqués qui concernent notre travail commun de

préparation d'un certain nombre de rendez-vous européens et qu'il s'agisse du sommet sur l'emploi, des questions de l'élargissement ou des ressources financières, le Président de la République en a d'ailleurs déjà parlé.

Je dirais aussi, même si c'est mineur mais symbolique, que le Gouvernement a décidé de stabiliser les contributions françaises à l'OFAJ (Office Franco-Allemand de la Jeunesse) qui avaient eu tendance à diminuer, et que nous prévoyons dans un budget ultérieur de les faire à nouveau progresser.

Enfin, j'espère que ce sommet aura été fidèle à une phrase de Goethe dans les conversations avec Eckermann : « Ce n'est pas assez de faire des pas qui doivent un jour conduire au but. Chaque pas doit être lui-même un but en même temps qu'il nous porte en avant ». J'espère que nous prolongerons la pensée de Goethe aujourd'hui et plus tard.

QUESTION - Ma question s'adresse au Chancelier. Le nouveau Gouvernement français insiste beaucoup sur l'emploi, or vous avez déclaré à plusieurs reprises que les politiques de l'emploi se font au plan national, est-ce que vous avez changé d'avis ?

LE CHANCELIER - Absolument pas. Mais vous ne m'avez pas bien cité. Si vous vous souvenez de ce qui s'est dit à Amsterdam, eh bien rappelez-vous qu'il y a toute une série de questions qui sont uniquement du ressort des Gouvernements nationaux et là je suis entièrement d'accord avec mes collègues français et certainement également avec les trois quarts des dirigeants européens. Il y a toute une série de questions et à Essen déjà, pour la première fois, nous en avons parlé sous la Présidence allemande, il y a toute une série de sujets qui peuvent être traités en Europe sur lesquels on peut beaucoup avancer et sur lesquels on peut échanger beaucoup. Je vais prendre un ou deux exemples. L'une des questions les plus importantes que nous devons aborder en Europe et où nous avons pris un retard important vis-à-vis des États-Unis est la suivante.

Nous pouvons essayer de créer davantage d'entreprises, d'avoir davantage d'entreprises, il faut motiver les gens, les jeunes notamment, les inciter à faire quelque chose, à se lancer. Nous sommes en pleine séance de travail alors je ne vais pas vous parler dans le détail de ce qui est en train de se faire, mais j'ai rencontré très récemment Jean-Claude Junker qui est le responsable luxembourgeois, qui a donc la présidence de l'union en ce moment, et nous avons traité de ce domaine, nous avons essayé d'élaborer des concepts pour faire avancer les choses ici et je pense qu'il y a une chance bien réelle à saisir, je pense que nous pouvons faire des choses intéressantes et la réunion des ministres il y a quelques jours à Luxembourg allait dans ce sens. Pensons au chômage des jeunes. Bien sûr il faut faire quelque chose contre le chômage des jeunes, c'est avant tout une question nationale, mais on peut apprendre beaucoup les uns des autres sur ce sujet.

Nous allons avoir ce sommet sur l'Emploi au mois de novembre qui doit être à l'origine d'une espèce de renouveau au sein de l'économie européenne. Si nous ne faisons rien pour les chômeurs en Europe, la situation va devenir extrêmement grave, nous devons assurer nos responsabilités au plan social, nous devons en être bien conscients. L'économie sociale de marché représente pour nous quelque chose de très important et c'est-à-dire que l'économie de marché va main dans la main avec les aspects sociaux, et nous sommes bien décidés à faire quelque chose sur ce sujet. Les ministres français et les ministres allemands, avant la réunion de Luxembourg, vont encore s'entretenir très étroitement sur ce sujet. Je vous remercie.

QUESTION - Ma question s'adresse au Chancelier mais également au Président de la République. Pouvez-vous nous dire après ce Sommet de Weimar que les deux pays feront partie du premier groupe de pays qui seront dans l'Euro et que l'Euro entrera en vigueur sans délai et sans concession ? Qu'en est-il du rôle de la Banque centrale européenne ? Sera-t-elle accompagnée d'une espèce de conseil économique, est-ce qu'il y a eu un rapprochement des positions sur ce point ?

LE CHANCELIER - Pour ce qui est de votre première question, je ne peux bien sûr parler qu'en mon nom propre, qu'au nom de la partie allemande. Je dirais qu'il n'y a aucun doute sur ce sujet, l'Euro entrera en vigueur à la date fixée et dans le respect des critères. Je n'ai aucun doute

en ce qui concerne la partie française, je pense qu'il en ira de même. En ce qui concerne les gourous allemands et non-allemands, et notamment ceux qui exercent leur talent dans le journalisme, je ne peux que leur dire une chose : en Europe, la caravane avance, et avec l'Euro, sans condition, sans restriction.

Et puis, il y a une autre chose que j'aimerais dire à propos de votre deuxième question, je suis convaincu que sur ce sujet, et c'est un sujet très important également pour nos partenaires français, nous trouverons une solution. Les ministres des finances ont parlé de ce sujet à Luxembourg, ils ont fait des déclarations publiques d'ailleurs à ce sujet, et je pense que nous allons dans la direction de l'équilibre.

LE PRESIDENT - Eh bien, la partie française fait exactement la même déclaration que la partie allemande.

QUESTION - Une question de la télévision espagnole à Monsieur Chirac et à Monsieur Jospin. Avez-vous une position différente de celle de l'Allemagne sur la proposition du gouvernement allemand à savoir d'annuler le fonds de cohésion pour des pays du sud, comme l'Espagne, à la création de la monnaie unique ?

LE PRESIDENT - Je pense que ce sujet fera l'objet d'une concertation entre les Quinze, dans le cadre des propositions présentées par la Commission pour l'agenda 2000, et qu'il est tout à fait prématuré d'en parler.

QUESTION - Une question qui s'adresse à tous les trois, je crois, sur la monnaie unique. Est-ce que l'atmosphère, le climat est meilleur qu'au printemps, les statistiques économiques, par exemple, et êtes-vous assez confiants ? Deuxièmement, une question un peu plus politique : les indications de Londres sont-elles favorables, en effet, le gouvernement de Monsieur Blair a indiqué très fort que ce sera une présidence absolument impartiale pendant le Sommet de mai 98, et que pensez-vous du fait que la Grande-Bretagne rejoindra peut-être dans un ou deux ans les autres ?

LE CHANCELIER - D'abord, vous avez sous les yeux le Président de la République française, le Premier Ministre français et le Chancelier allemand, et pas le Premier Ministre britannique, donc je ne peux pas répondre à sa place, c'est une question que vous devrez poser à Londres.

Quant à ce que fera Downing street ou ne fera pas, je n'en sais rien. Si je sais une chose, parce que là j'ai des informations directes, c'est que la City veut suivre la voie européenne, et cela pèse quand même d'un certain poids, parce que vous savez quelle est l'influence de la City sur les milieux politiques. Mais enfin, attendons, soyons un peu patient, après tout, ce Gouvernement anglais, n'est en place que depuis relativement peu de temps, ils sont arrivés au pouvoir après une campagne électorale où la polémique sur l'Europe a été très vive.

Pour ce qui nous concerne et je crois pouvoir le dire au nom de mes collègues, l'Euro n'est pas une question de climat, vous savez le climat cela relève de la politique au jour le jour. Le matin tout le monde s'agite, le midi tout le monde a oublié pourquoi on s'est agité, c'est la vie quotidienne, Paris est peut-être encore un peu plus agité que nous, mais enfin c'est un peu la même chose partout. Donc, c'est pour cela que je n'aime vraiment pas dire, dans le même souffle, Euro et climat. L'Euro c'est une nécessité, l'Union économique et monétaire c'est une condition pour construire l'autre pilier de la maison Europe, celui de l'Union politique, d'où notre position très claire des deux côtés, français et allemand. Que les données économiques s'améliorent et que les perspectives que d'aucuns voulaient très sombre, s'améliorent, tant mieux, ceci dit, les chiffres du chômage restent importants, mais enfin le climat qui régnait ici c'était le doux climat d'un bel automne, et l'automne ce n'est pas uniquement la veille de l'hiver, c'est une saison où l'on peut commencer les choses.

LE PRESIDENT - Deux réflexions rapides, la première, c'est que je ne doute pas un seul instant que le Premier Ministre Tony Blair présidera de la façon la plus impartiale et parfaite que l'on puisse imaginer, je tiens à le dire en réponse à la question soulevée. La deuxième, c'est que l'Euro est à notre portée maintenant. C'est un grand projet, c'est un instrument de progrès, de croissance, donc d'emploi, c'est une réponse aux problèmes d'aujourd'hui, c'est une aide pour une Europe qui se cherche encore un peu et qui a besoin de trouver les liens qui la rendent plus cohérente & c'est aussi un peu plus de confiance dans l'avenir et c'est la garantie d'une Europe

concrète. C'est aussi un peu plus de confiance dans l'avenir et c'est la garantie d'une Europe cohérente, pacifique et assumant sa puissance dans le monde de demain.

LE PREMIER MINISTRE - Je voudrais simplement, Monsieur le Chancelier, Monsieur le Président de la République, préciser qu'en ce qui concerne l'Euro, Paris est calme. J'allais presque dire, presque plus calme, mais peut-être vais-je trop loin. Je voudrais préciser une chose en ce qui concerne ce qui a été dit tout à l'heure à propos de la Banque Centrale Européenne. La Banque Centrale Européenne n'a pas besoin d'être accompagnée d'un quelconque conseil, quand elle existera, elle sera indépendante. Et nous avons intégré, désormais, dans la culture économique et politique française, cette idée qui ne nous était pas au départ familière d'une indépendance de la Banque Centrale, la nôtre, et la Banque Centrale Européenne. Mais par ailleurs, je pense profondément, et les économistes ici devraient le penser naturellement, que lorsque sera réalisée une monnaie unique en Europe, il est simplement évident que dans cet espace, une deuxième fois unifiée, commercialement d'abord, monétairement ensuite, les gouvernements en Europe auront besoin de se concerter sur la politique économique. Ces politiques économiques resteront nationales, mais la concertation sur la fiscalité, sur l'investissement, sur les budgets, sur la politique de conjoncture, sur les objets politiques structurels, cette concertation sera nécessaire. J'en avais parlé avec le Chancelier Kohl, en plein accord avec le Président de la République, lors de ma récente visite à Bonn, il faut cesser de coupler cette question banque et structure informelle mais lisible de discussions et de concertations sur les politiques économiques, parce que les deux choses sont distinctes. Simplement les peuples veulent avoir des gouvernements qui discutent des grands problèmes parce que les Gouvernements sont légitimes, même si des instances indépendantes existent dans leurs domaines qui ne doivent pas faire interférence.

LE CHANCELIER - Monsieur le Premier Ministre, dans l'hypothèse où vous auriez une certaine nostalgie en matière de discussions à propos de l'Euro, alors je peux vous fournir une abondante littérature allemande.

Avant de donner à nouveau la parole aux journalistes, je tiens à ajouter quelque chose que j'avais oublié, tout à l'heure. Le Président de la République s'est exprimé très clairement sur ce point, je pense que la Présidence de Tony Blair sera menée de façon excellente, qu'elle sera très positive pour l'Union Européenne et qu'elle sera très juste et équitable, également. Donc je ne prévois aucune difficulté.

QUESTION - Cela s'adresse au Chancelier, à Monsieur le Président de la République, et à Monsieur le Premier Ministre. Vous avez évoqué dans vos discussions et dans les discussions bilatérales, la question de la coopération dans le domaine de l'aéronautique, que ce soit civil avec le futur statut d'Airbus ou que ce soit militaire avec Eurofighter et peut-être d'autres projets. Est-ce que vous pouvez nous dire où vous en êtes de vos réflexions, de vos discussions et peut-être même de vos décisions en ce qui concerne ce domaine aéronautique ?

LE CHANCELIER - Evidemment nous avons beaucoup parlé de cette question, parce que c'est une question d'actualité, d'une actualité brûlante, il est très important que cette année au Bundestag, au Parlement allemand, comme nous parlons actuellement du budget, nous parlions bien sûr de l'Eurofighter, c'est une priorité importante pour nous, puis nous avons également d'autres discussions concernant le déroulement d'une coopération très étroite en matière d'aviation et de spatial, mais il y a un autre sujet également qu'il faut évoquer à ce propos.

Nous sommes tout à fait au clair et tout à fait d'accord sur une chose : à savoir qu'il est absolument indispensable étant donné qu'un groupe énorme vient de voir le jour aux Etats-Unis en matière d'aviation civile et d'aviation militaire, il est très important qu'en matière de recherche et en matière d'industrie aéronautique et spatiale, les Européens prennent le taureau par les cornes et n'attendent pas. Il faut que la France et l'Allemagne, avec d'ailleurs les autres partenaires européens qui seront intéressés, trouvent une réponse européenne, une réaction européenne à ce qui vient de se passer aux Etats-Unis dans le domaine de l'aéronautique. Je dirais que pour le Gouvernement allemand, c'est vraiment une question prioritaire, et je suis tout à fait d'accord avec nos amis français, nous devons bien comprendre que nous devons maintenant prendre des décisions pour réagir à ce qui vient de se passer aux Etats-Unis, c'est crucial pour le proche avenir.

QUESTION - Monsieur le Chancelier, nous avons pu avoir le sentiment au cours des Sommets précédents avec Monsieur CHIRAC, ou avec François MITTERRAND que c'était plutôt la France à ce moment-là qui avait besoin d'une petite aide morale de l'Allemagne, cette fois-ci est-ce que ce n'est pas un peu différent, est-ce que vous n'avez pas vous besoin d'une aide morale de la France, vous êtes en année électorale ?

{BOUTONMACRO }LE CHANCELIER - Tout d'abord, chère madame, le soutien moral tout le monde peut en avoir besoin, et si vous êtes Chancelier Fédéral ou Premier Ministre ou Président de la République, peut-être un peu moins qu'un Chancelier Fédéral, c'est possible, mais vous pouvez toujours en avoir besoin un jour ou l'autre. Alors nous n'allons pas nous compliquer l'existence mutuellement, nous nous aidons comme des amis le font entre eux.

Pour moi c'est la chose la plus naturelle du monde, il y a des gens qui racontent beaucoup de bêtises, qui prétendent s'y connaître en politique et qui disent qu'en politique il y a des règles spéciales qui s'appliquent. Je crois qu'en fait, ce qui existe dans la vie privée, cela existe aussi dans le monde politique, cela n'a rien à voir d'ailleurs avec les Partis, on parle d'homme à homme, et j'ai observé cette année, en tant que Chancelier, qu'en France en fait, on a à faire à des gens très différents, à des gens qui viennent d'horizon très différent dans les Partis politiques, mais j'ai rencontré beaucoup d'amis, quel que soit justement l'horizon dont ils viennent, et cela j'en suis très content. Alors, nous avons la possibilité, et c'est vrai pour tous les Gouvernements à Bonn, d'observer une chose, lorsque les résultats des élections sont bons tout va bien et lorsque les résultats ne sont pas bons, les élections régionales, on dit que c'est le Gouvernement qui a perdu. Il y a à l'heure actuelle, une grande bataille qui va se dérouler, si vous me demandez si je vais gagner je vous dirais oui, c'est tout.

QUESTION - Monsieur le Premier Ministre, entre Poitiers et Weimar, on a l'impression que les choses ont changé, qu'il y a eu une modification de l'atmosphère et des résultats à quoi attribuez-vous cette différence ?

LE PREMIER MINISTRE - Sinon, Monsieur, à quoi cela servirait-il de se rencontrer ! Peut-être davantage au changement du regard, qu'au changement des acteurs.

QUESTION - Est-ce que vous liez, comme les autorités françaises, l'élargissement et la réforme institutionnelle, est-ce que vous pensez qu'on ne doit pas faire l'élargissement si on n'a pas abouti à une réforme institutionnelle qui permette à l'Europe de fonctionner ?

LE CHANCELIER - Il n'est pas nécessaire d'établir un rapport entre les deux, c'est quelque chose qui va de soi. Imaginez un peu, au sein de l'Union Européenne, comment vont se passer les choses, si nous sommes à 20 ou à 21 dans un proche avenir. Il est évident qu'il faut réformer les structures, nous l'avons dit très clairement à Amsterdam. Il n'y a pas ici de contradiction, c'est quelque chose d'évident, les deux choses doivent se faire ensemble. A Amsterdam, nous sommes parvenus à beaucoup de résultats, mais on nous a fait des reproches aussi. Moi, on m'a reproché d'avoir dit à un moment qu'il ne fallait pas être prophète pour dire qu'après Amsterdam, dans un avenir proche, il faudrait conclure un traité supplémentaire. C'est tout simplement être réaliste que de dire cela, parce que voyez un peu ce qui va se passer cette année.

En 1982, lorsque je me suis rendu à mon premier sommet européen à Copenhague, en tant que Chancelier, vous avez posé un certain nombre de questions, pas vous personnellement mais beaucoup de journalistes, vous vous demandiez si l'Europe pourrait être sauvée, vous parliez "d'euroscélérèse", on parlait d'Europe en la comparant à une grave maladie. Aujourd'hui, nous parlons d'événements en Europe dont nous ne pouvions que rêver à l'époque, et l'Europe que nous connaissons aujourd'hui, le fait que nous soyons aujourd'hui réunis à Weimar, le fait que nous ayons avancé ainsi dans un climat de liberté et de paix, sans guerre avec nos voisins, nous le devons avant tout à cette unification de l'Europe. Nous avons fait beaucoup de chemin entre l'époque de Churchill et cette journée à Weimar, il y a énormément de choses qui se sont déroulées sous le signe de la continuité, et les Français et les Allemands ont fait beaucoup dans ce sens. Et si nous continuons dans ce sens, je pense que tout ira bien.

QUESTION - Ma question s'adresse au Premier Ministre, Monsieur Jospin. Le Chancelier a évoqué un certain nombre de questions avec le Président du Conseil avant-hier. Est-ce que vous

pensez qu'en matière d'emploi, ce qu'ils ont discuté était suffisant, ou pensez-vous qu'il faille encore ajouter autre chose ?

LE PREMIER MINISTRE - Le Chancelier Helmut Kohl a rappelé que les problèmes du chômage sont des problèmes majeurs en Europe et qu'ils concernent tous nos pays. Sur cette appréciation, nous sommes tous d'accord. C'est vrai que l'existence de ce sommet exceptionnel sur l'emploi vient d'une initiative française que nous avons proposée après le 1er juin. Tous nos partenaires européens ont accepté cette proposition qui leur apparaissait utile, pertinente, et depuis le Premier Ministre luxembourgeois, Président du Conseil Jean-Claude Junker, a, je crois, beaucoup contribué à se saisir de ce projet, à se saisir de cette idée, à lui donner un sens et a proposé des démarches concrètes. Il a demandé aux Etats membres, et il nous a demandé, de lui transmettre nos observations, nos propositions pour réussir ce sommet sur l'emploi, nous l'avons fait. Lorsque je suis venu voir le Chancelier Kohl à Bonn, il y a quelques semaines, je lui ai apporté les propositions françaises de façon à ce que nous puissions, en concertation, aborder ce sommet sur l'emploi.

Le Chancelier Kohl a confirmé que c'était notre intention, Mme Martine Aubry, ce matin, avec son homologue allemand, a abordé ces questions et ces problèmes, et je pense que nous sommes en mesure maintenant d'avoir une juste approche de ce sommet sur l'emploi. Sans doute ne pas faire naître des espérances excessives par rapport à un problème majeur, durable, que l'on fera reculer progressivement, mais en même temps montrer qu'il y a une vraie volonté de se saisir du sommet pour prendre des décisions immédiates et ouvrir des perspectives de travail en commun. Alors, je crois effectivement, pour résumer ma réponse à votre question, que l'approche de M. Junker nous réunit et que chacun, avec notre caractère, avec nos expériences, avec ce que nous sommes en train de faire parce que nous avons des projets concrets, vous le savez, que nous mettons en oeuvre en France, nous confronterons nos expériences, et je pense que nous pouvons contribuer à une nouvelle dynamique en Europe, dont tous les peuples ont besoin et que tous les gouvernements ressentent comme nécessaire.

LE CHANCELIER - Merci, Mesdames et Messieurs, je souhaite à nos amis français un bon retour et aux représentants allemands de la presse, de la radio, de la télévision, je leur souhaite de passer encore quelques heures agréables à Weimar.